SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1924

Rapport de la Commission des Colonies, chargée d'examiner le Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1924. (Dépenses métropolitaines.)

(Voir les n^{os} 4-X, 74, 157-II, 244 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 10 et 11 juin 1924 et le n° 5-X du Sénat.)

Présents : MM. VOLCKAERT, président; le comte CORNET D'ELZIUS DE PEISSANT, EYLENBOSCH, HULIN, VANDERICK et LEYNIERS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS.

Le Budget des dépenses métropolitaines du Ministère des Colonies s'élève à 6,737,386 francs, marquant, sur celui de l'exercice précédent, une augmentation de 1,586,916 francs.

Divers articles, passés en revue, ont appelé, comme les années précédentes, de la part de certains membres de la Commission, quelques observations qui n'ont rien perdu de leur pertinence ni de leur actualité. Il s'agit notamment de l'article 13 du Budget métropolitain, de l'article 38 et du chapitre X, en entier, du Budget colonial, ayant trait respectivement : 1^o aux traitements et indemnités des fonctionnaires du Musée de Tervueren ; 2^o aux subsides alloués aux missions, et 3^o au service de l'agriculture.

Comme elles ont été traitées assez largement dans les rapports des exercices antérieurs, votre Commission a jugé inopportun de les reproduire ici, escomptant toutefois que, pour n'avoir pas été répétées, ces observations n'en seront pas moins dignes de retenir l'attention du nouveau Ministre des Colonies.

Fidèle au principe de décentralisation progressive pour ce qui concerne les relations administratives avec la Colonie, votre Commission ne craint nullement de paraître inconséquente avec elle-même en prônant plus d'unité dans les grands services, dont les actions parallèles doivent constituer un faisceau d'efforts coordonnés et productifs.

Dans cet ordre d'idées, elle a cru nécessaire d'examiner en particulier la question des laboratoires et celle des instituts de préparation coloniale.

L'article 13 du chapitre II réunit, dans un même poste du budget, les crédits prévus pour le Musée de Tervueren et pour le laboratoire de recherches, qui s'y trouve annexé, depuis 1910.

Présenté sous cet angle, il semble que ce laboratoire ne constitue qu'un service auxiliaire du Musée. La composition de son personnel ne comprenant que 1 chef de service, 1 chimiste et 2 garçons de laboratoire seulement, n'est pas de nature à nous détromper à cet égard.

Il serait intéressant d'examiner quel fut, dans l'idée de ses promoteurs, le rôle qui lui était assigné, si, dégagé des contingences qui limitent son action, il pouvait se développer à la mesure du vaste champ d'expérimentation qui lui est ouvert.

En 1914 déjà, le rapport du Ministre des Colonies aux Chambres législatives s'exprimait comme suit :

« La construction du laboratoire de recherches expérimentales pour les études chimiques et onialogiques sera bientôt achevée. Le Gouvernement compte développer ce service qui s'efforcera non seulement d'analyser les produits coloniaux actuellement trafiqués, mais de rechercher les produits commerciables nouveaux et de contribuer ainsi à la mise en valeur scientifique de la Colonie... »

» Il est superflu d'insister sur l'utilité d'une institution de recherches systématiques sur les produits coloniaux d'origine végétale, animale ou minérale. Tous les pays colonisateurs ont des laboratoires de ce genre. »

Pour contribuer à la mise en valeur scientifique de notre Colonie, il faut les efforts conjugués des savants, des experts industriels et commerciaux et des pouvoirs publics. Faire le départ des attributions qui incombent à chacune de ces catégories nous entraînerait à des considérations débordant le cadre de ce rapport ; mais nul ne contestera que c'est aux savants que revient la priorité. Devant les nécessités économiques sans cesse grandissantes, devant l'âpreté de la concurrence internationale surtout, il faut comprendre, comme le dit Barrès, que « science c'est puissance » dans un monde, où l'exploitation des richesses naturelles devient une nécessité ».

Tout comme dans la guerre, un rôle prépondérant incombe à la science dans la paix. « Considérez quelque progrès matériel que ce soit, dit encore Barrès, à la base vous trouverez une recherche de laboratoire ».

Tous les pays colonisateurs l'ont compris : l'Angleterre a son « Imperial Institute » de Londres ; la France son « Institut Colonial de Marseille » ; la Hollande le « Koloniaal Instituut » d'Amsterdam et les « Laboratoires de Buitenzorg » (Java). Leurs travaux ont contribué pour une large part à l'essor prodigieux des colonies anglaises, françaises ou hollandaises, au cours du XIX^e et du XX^e siècle. Les États-Unis, quoique relativement jeunes comme nation colonisatrice, tiennent déjà une place prépondérante dans le commerce mondial et doivent leurs succès économiques en majeure partie au labeur persévérant des nombreux laboratoires et instituts scientifiques officiels éparpillés tant dans la métropole que dans les protectorats. Rappelons enfin avec quels soins raisonnés, patients et tenaces, l'Allemagne travaillait, avant la guerre, à la mise en valeur de ses colonies : pour donner un signe positif d'intérêt aux recherches scientifiques, elle publiait un compte rendu des travaux des laboratoires du monde entier, et, jusqu'à la guerre, ce compte rendu n'existait qu'en langue allemande. En 1914, les chimistes allemands étaient 30,000, la France en avait à peine 3,000 ; combien pouvait en compter la Belgique, et combien donc parmi ces *rare aves* s'étaient spécialisés en matière coloniale ?

Chez nous, le grand public ne voyait en eux que des « fonctionnaires de la science » bricolant, sans foi ni enthousiasme, dans des laboratoires désuets et grevant inutilement les budgets. Et cependant, malgré une installation très défectueuse, ne permettant que des recherches restreintes et des études

fragmentaires, malgré son personnel réduit, manifestement insuffisant, le service chimique et onialogique du Ministère des Colonies a réussi l'élaboration de plusieurs travaux, auxquels des savants étrangers, des industriels belges et américains ont porté un vif intérêt.

Il appartient à ce laboratoire dûment organisé et outillé de jouer un rôle de toute première importance ; d'assurer une tâche de prospecteur ; de résoudre, soit dans les laboratoires de la métropole, soit sur place, dans la Colonie, les problèmes concrets que pose chaque entreprise ; d'inventorier au point de vue chimique et onialogique toute production naturelle quelconque du Congo, qu'il s'agisse de productions peu ou point connues ou de produits présentant déjà une valeur économique ; d'intervenir à titre consultatif dans l'établissement judicieux des droits de douanes, d'accises, etc. de provoquer *l'industrialisation* ou la *commercialisation* des matières nouvelles, inutilisées jusqu'à présent ou que nous nous sommes vus jusqu'ici dans l'obligation d'acheter à l'étranger à des concurrents qui nous imposent leurs prix ; de travailler non seulement à la bonne utilisation des capitaux exposés, mais de rassurer aussi les capitaux disponibles par des promesses qui ne sont pas de vains mots, parce qu'elles pourront tableer sur l'autorité de la science expérimentale.

Voici quelques exemples, choisis entre mille, consacrant de lumineuse façon, le bien fondé de cette thèse :

a) Le quasi-monopole du commerce des écorces de quinquina et des sels de quinine est détenu maintenant, après une lutte d'une acuité sans précédent et qui perdura plus d'un demi-siècle, par les Hollandais. Le triomphe de ceux-ci résulte, pour une large part, des efforts conjugués et inlassables des chimistes, des agronomes et des savants que le Gouvernement des Pays-Bas chargea d'étudier la question et, en outre, de prêter aide et assistance aux colons et aux entreprises des particuliers.

Pendant des siècles, ce monopole resta entre les mains des Espagnols et des Ibéro-Américains, qui se virent contraints de l'abandonner aux Anglais, auxquels il fut finalement ravi par les Hollandais.

b) Entre autres heureuses conséquences, provoquées par l'initiative de l'Imperial Institute de Londres, on peut citer :

1° La pharmacie utilise indifféremment, de nos jours, avec le même succès, un podophyllum des Indes anglaises et une espèce congénère d'origine américaine. Celle-ci était, antérieurement, la seule connue et coûtait fort cher. Depuis que l'Imperial Institute a démontré que la plante indienne jouissait des mêmes vertus, la drogue américaine a beaucoup diminué de prix ;

2° Les empoisonnements causés par certaines plantes fourragères croissant dans l'une ou l'autre d'entre les Colonies anglaises, cessèrent, après que la nature du poison fut déterminée et ses effets minutieusement étudiés. Grâce à ces connaissances, l'on put instaurer un mode d'emploi approprié, qui mit le bétail à l'abri de l'action néfaste de ces fourrages dangereux ;

3° Bon nombre de graines grasses provenant tant du Brésil et de l'Afrique portugaise que des Colonies anglaises, grâce aux indications émanant de l'Imperial Institute, constituent présentement des matières premières très recherchées pour les huileries, savonneries, fabriques de bougies, fabriques de graisses alimentaires, onguents, cosmétiques, etc.

c) L'œuvre entreprise, en ces trente dernières années, par un savant français, le professeur Ed. Heckel, directeur de l'Institut colonial à Marseille, fut également fort méritoire et fertile en conséquences utilitaires des plus marquantes. Les efforts persévérants de ce chercheur furent une source sérieuse de profits pour le commerce marseillais, qui retire actuellement

de grands profits de l'emploi industriel de graines grasses qu'Heckel signala à leur attention et parmi lesquelles il suffira de citer le fameux « karité », dont le beurre est utilisé couramment par bon nombre d'industriels des principaux pays de l'Europe.

Il ressort, à l'évidence, de l'exposé objectif qui précède, que notre pays doit se doter sans tarder de services chimiques et techniques coloniaux complètement installés et en ordre de marche normale. Il serait désastreux, au moment où la lutte économique se poursuit si âprement et si durement contre nous, de renoncer, pour des considérations d'ordre secondaire, à l'aménagement d'un rouage dont la nécessité s'impose aux moins clairvoyants.

Il appartient donc au Ministère des Colonies de prévoir les crédits nécessaires et au Gouvernement de la Colonie de subsidier largement chaque année cet organisme, qui, par sa nature même, devrait ressortir au Budget colonial et non au Budget métropolitain. Reconnu de la sorte comme un organisme gouvernemental, il ne pourrait être toléré qu'il soit à la solde de particuliers qui s'arrogeraient le bénéfice de ses recherches et de ses découvertes. Prenant, avant quiconque, l'initiative d'explorer les sources de richesse de notre Colonie, loin d'annihiler, de décourager ou de contrarier les initiatives privées, il les seconderait tout en évitant les accaparements au détriment de la collectivité.

Organisation. — Telle qu'il y a lieu de l'envisager ici, l'organisation rationnelle du service chimique et onalogique demeure subordonnée à quatre facteurs fondamentaux d'une importance relative telle que la faiblesse de l'un quelconque d'entre eux compromettrait fatalement l'ensemble et, par le fait même, les résultats de la mission qui lui est dévolue.

Ces quatre facteurs sont :

- a) Un bâtiment spécialement aménagé ;
- b) Un matériel technique et scientifique approprié ;
- c) Un personnel suffisant comme nombre et qualité ;
- d) Un règlement élaboré en vue d'assurer la bonne marche des opérations.

Où en est-on présentement sous ce rapport ?

Avant de répondre à cette question, observons que deux Départements ont eu à conjuguer leurs bons offices : le Département des Travaux publics, à qui incombait la construction et l'aménagement de l'immeuble et le Département des Colonies, qui avait à pourvoir à tout le restant.

a) *Bâtiment spécialement aménagé.*

Celui-ci vient d'être terminé ; les derniers travaux de parachèvement sont en voie d'exécution.

Tel qu'il a été réalisé, le laboratoire de Tervueren répond aux nécessités de l'heure. Tout luxe en a été banni, tout accessoire d'une utilité contestable a été exclu ; à telle enseigne que le bâtiment de Tervueren peut supporter très honorablement la comparaison sous ce rapport (et en tenant compte de l'importance matérielle relative des institutions envisagées), avec les constructions hébergeant les rouages similaires de l'Angleterre, de la Hollande, des États-Unis dont il a été question plus haut.

Le Département des Travaux publics a même consenti — alors que,

d'après les règles établies depuis la guerre, la dépense incombait au Ministère des Colonies, — à prendre à sa charge plusieurs travaux importants, tels que :

- a) Les conduites *principales* des canalisations pour le gaz et pour l'eau, y compris les nombreux accessoires que ces conduites comportent ;
- b) La canalisation de l'eau sous pression ;
- c) Le réservoir à eau de pluie ;
- d) Les évier.
- e) Des armoires murales.

b) *Matériel technique ou scientifique approprié.*

Grâce à la clairvoyance et à l'énergique impulsion du Ministre des Colonies d'alors, qui comprit l'impérieuse nécessité des études chimiques appliquées aux richesses congolaises, la majeure partie de ce matériel avait été acquise avant la guerre et soigneusement conservée en attendant que le bâtiment construit *exclusivement* pour les besoins du service eût pu être mis à la disposition de celui-ci.

Depuis l'armistice, il a été acquis sur les disponibilités du budget *ordinaire* (disponibilités survenues tout à fait exceptionnellement, parce que le service hébergé jusqu'ici par le Musée disposait, à *titre gracieux* de l'électricité, du gaz, de l'eau indispensables et n'avait pas à pourvoir au chauffage de ses locaux) quelques dispositifs de première importance, à telle enseigne qu'en fait d'appareils coûteux, il n'en reste plus que quelques-uns à acquérir dont les principaux sont un petit générateur à vapeur avec accessoires, une presse hydraulique, un dispositif en métal pour distiller dans le vide.

Ils auraient pu l'être depuis un bon moment, si le crédit demandé en 1921 n'avait été refusé par les Chambres. La somme inscrite en 1921, soit 40,000 francs, comprenait l'ensemble des dépenses prévues pour l'outillage technique du service. Le présent budget porte un crédit de 18,000 francs destiné à l'achat d'une partie seulement de cet outillage, celle sans laquelle il est de toute impossibilité d'effectuer le moindre travail, c'est-à-dire le *mobilier technique*, comprenant un certain nombre de tables, établis, étagères, armoires, canalisations pour le gaz et pour l'eau, des hottes et sorbonnes, etc.

Le coût très élevé de la main-d'œuvre et des matières premières rendent cette somme manifestement insuffisante pour l'achat des meubles, prévus au moment où elle fut établie (mai 1923). La Commission insiste donc auprès de M. le Ministre pour qu'il revienne à la première occasion sur la décision par laquelle il a supprimé un crédit supplémentaire de 8,000 francs, qu'il avait résolu d'inscrire par voie d'amendement au présent budget.

c) *Personnel.*

Comme il a été dit déjà plus haut, le personnel placé sous les ordres du Directeur du service des recherches, se réduit à 1 chimiste, 1 préparateur et 2 garçons de laboratoire.

Aucun laboratoire gouvernemental ne comporte un personnel scientifique aussi restreint et cependant aucun n'a un champ d'activité aussi vaste.

Son rôle ne peut se comparer à celui d'un simple laboratoire d'analyses, chargé de contrôler la marche journalière d'une industrie ou procédant quotidiennement à un certain nombre de dosages, toujours les mêmes, pour aligner à la fin de la journée une série de chiffres, de résultats d'analyses.

D'autre part, la mission supérieure qui lui est dévolue ne peut être contre-carrée par la besogne administrative, les travaux d'écritures ou de comptabilité qui accaparent le temps précieux d'un spécialiste ayant à vrai dire beaucoup mieux à faire. Un chimiste, chargé de la tenue d'une quantité de dossiers, de la correspondance ordinaire et extraordinaire, du service des adjudications, de la réception, des envois et de la liquidation des factures ; de la menue comptabilité de laboratoire comme du paiement de ses subordonnés, n'a vraiment plus beaucoup de temps, après la rédaction de ses bulletins d'analyses, de ses rapports et des copies pour les publications, à consacrer sérieusement aux travaux de laboratoire, avec des prestations journalières de *cinq heures seulement*.

Pour prétendre à un rendement raisonnable et effectif, le cadre du personnel scientifique et administratif devrait comporter au strict minimum : 1 directeur, 2 chimistes et un commis-comptable.

Ces exigences ne nous paraissent pas excessives et n'entraîneraient, pour le présent, que la nomination d'un second chimiste.

La révision judicieuse du règlement organique du service des recherches portant la durée des prestations journalières à un taux normal, tout en prévoyant une équitable compensation dans une majoration conséquente des traitements, serait aussi, pensons-nous, de nature à hausser en peu de temps notre laboratoire colonial au niveau que réclame l'essor toujours grandissant de notre admirable Colonie.

* * *

UNIVERSITÉ COLONIALE.

L'École coloniale supérieure d'Anvers fut créée et organisée par l'arrêté royal du 11 janvier 1920.

Cette création ne souleva pas de critiques.

Le Parlement n'eut pas à s'en occuper, puisque l'institution nouvelle ne devait rien coûter à l'État.

Telle fut au moins l'impression première.

En effet, d'après une lettre de M. Hoover, communiquée à la Chambre par M. Delacroix, séance du 10 septembre 1919, une partie du reliquat de la Commission for Relief in Belgium était affectée à l'École coloniale.

Cette part était de 6 2/3 p. c. et on l'évaluait à un peu plus de 10 millions de francs.

Il existait, au 10 septembre 1919, une école coloniale : celle du Ministère des Colonies, rue de Berlaimont, à Bruxelles.

Ce n'est pas cette école qui devait bénéficier de la générosité américaine. Le Ministre des Colonies de l'époque avait en vue la création d'une école coloniale à Anvers, et les fonds Hoover étaient réservés à cette école, qui fut créée seulement quelques mois plus tard, en janvier 1920.

Pour que la nouvelle institution pût accepter la donation et gérer ses fonds, il était nécessaire qu'elle possédât la personnalité civile.

Aussi le Ministre des Colonies déposa-t-il, le 20 janvier 1920, un projet de loi, accordant la personnalité civile à la nouvelle École coloniale.

Forcément, le projet ne rencontra pas d'opposition. Au Sénat, M. Speyer insista cependant pour que la loi établit l'obligation de publier chaque année les comptes. Cette préoccupation de ne pas permettre à la nouvelle institution de se soustraire entièrement au contrôle parlementaire et à celui de l'opinion publique, était légitime et des plus justifiées.

L'amendement fut néanmoins écarté, sous la promesse formelle que les comptes seraient publiés chaque année.

Et la loi, accordant la personnification civile à l'École coloniale supérieure d'Anvers, fut promulguée le 8 mars 1920.

On doit profondément regretter qu'à cette époque la nouvelle institution, et surtout les modalités de celle-ci, n'aient pas fait l'objet d'une discussion publique, méthodique et approfondie.

Plusieurs questions méritaient d'être soulevées.

1° La première : *Pourquoi fixer à Anvers le siège de la nouvelle école ?*

Les raisons données officieusement en faveur de ce choix étaient loin d'être décisives.

On alléguait que l'École coloniale a intérêt à se trouver dans un milieu commercial, près d'un port, et que la ville d'Anvers offrait gratuitement les bâtiments pour la nouvelle institution.

On oubliait que l'École coloniale, telle qu'elle était conçue, était avant tout une école professionnelle, destinée à former des administrateurs coloniaux, et qu'il y a un certain intérêt aussi à ce que le centre de recrutement du personnel colonial soit situé au même endroit que le centre de formation du personnel colonial. L'école était fixée à Bruxelles, rien n'empêchait que les étudiants fissent de temps en temps une excursion au port et dans le centre commercial du pays.

On oubliait aussi qu'il existait à Tervueren les fondements d'une école mondiale rêvée par Léopold II. Conception sans doute trop vaste. Mais les pierres qui avaient été mises dans le sol en vue d'une école mondiale, pourquoi n'auraient-elle pas pu supporter un bâtiment affecté à une école plus modeste, simplement coloniale ?

Et dire que nous avons dû payer des dommages et intérêts aux architectes, pour abandon des projets de Léopold II.

Puis, Tervueren est un centre d'études coloniales de premier ordre. Il y a là le Musée du Congo belge, avec ses admirables collections zoologiques, géologiques, économiques, ethnographiques ; avec son laboratoire de recherches chimiques sur les produits coloniaux ; avec les spécialistes qui sont à la tête de ces établissements et de ces sections. Ce centre est d'une importance telle que les étudiants d'Anvers ne peuvent s'abstenir d'excursionner à Tervueren. Et beaucoup d'esprits sérieux pensent qu'il serait aussi facile pour les étudiants d'une école coloniale fixée à Tervueren d'excursionner à Anvers, pour visiter les installations du port, que pour des étudiants d'Anvers d'excursionner à Tervueren pour prendre contact avec la science coloniale.

Mais, l'argument principal était d'ordre financier : à Tervueren, il eût fallu construire, en utilisant dans une certaine mesure les fondements déjà établis. A Anvers, pas de frais de construction.

Voyons ce que cet argument est devenu.

Primitivement, en effet, la ville offrait l'hospitalité gratuite à l'École coloniale.

Mais, les bâtiments offerts ne convenant pas, l'intervention de la ville d'Anvers fut bientôt chiffrée à un million. Et ce million serait représenté avant tout pour un terrain de deux hectares, choisi dans un quartier cédé par la commune de Berchem pour les extensions de la ville. Ces deux hectares représentent, à 40 francs le mètre carré, 800,000 francs. Il restait 200,000 francs pour les bâtiments. Ils ont été absorbés par l'achat d'un nouveau terrain d'un demi hectare.

Et que voyons-nous ?

L'État ajoutera quelques millions pour les constructions et l'aménagement.

En effet, alors que, dans le budget métropolitain de la Colonie, où généralement ces questions d'enseignement colonial se discutent, l'École coloniale d'Anvers apparaît à côté de l'École coloniale de la rue de Berlaimont, *mais simplement pour mémoire*, sans chiffres de dépenses, les budgets coloniaux du Ministère des Colonies portent des prévisions de dépenses, s'échelonnant sur plusieurs années et qui finissent par devenir impressionnants.

Budget des dépenses extraordinaires pour 1920 (art. 7) : 765,000 francs ; pour 1921 (art. 7) : 1,200,000 francs ; pour 1922 (art. 3) : 1,000,000 francs ; pour 1923 (art. 3) : pour mémoire ; pour 1924-1925 : 500,000 francs, avec la simple mention : « Subvention pour la construction et l'aménagement de l'École coloniale supérieure d'Anvers ou de l'Université coloniale ».

Si ces renseignements sont exacts, l'École coloniale insiste pour acheter encore à la ville d'Anvers, un terrain nouveau, pour plaine de jeux et d'exercices, dont coût : plus d'un demi million.

Au total : 650,000 francs pour acquisition de terrains nouveaux, 350,000 francs pour les bâtiments provisoires, fr. 3,019,679-91 pour les bâtiments définitifs, alors qu'en 1920, les Chambres étaient en droit de penser que la nouvelle école ne coûterait rien à l'État.

Avec les mêmes sommes, que n'aurait-on pu construire à Tervueren, surtout qu'on a dû payer des sommes respectables pour dommages et intérêts aux entrepreneurs par suite de l'abandon des travaux.

Des critiques se sont d'ailleurs produites assez rapidement au sujet du choix d'Anvers, comme centre d'enseignement colonial supérieur.

Voici un extrait d'un article paru dans le numéro du 31 juillet 1921 du *Mouvement géographique* qui ne peut pas être suspecté d'hostilité envers l'Administration des Colonies (p. 403).

« Le Gouvernement fut mal avisé en établissant dans cette ville notre École coloniale, qui a en quelque sorte le monopole de la formation des fonctionnaires supérieurs congolais.

« Officiellement, Anvers fut préférée, parce qu'elle est le port d'attache des malles et le marché des produits africains. Considération de médiocre valeur, étant donné que le programme ne comporte pas d'études maritimes et commerciales pratiques. En fait, la ville bénéficiera de ce que le Ministre des Colonies était un de ses élus au Parlement et de ce que les coloniaux, par sympathie personnelle, n'eurent pas le courage de le contrarier.

» Le choix d'Anvers est regrettable à tous égards. Sa situation, dans le pays, est excentrique et impose aux élèves et aux parents d'élèves de la Wallonie des déplacements longs et coûteux. Si elle possède un port, où l'on peut voir partir et arriver des steamers, et des courtiers à produits africains, qu'on peut admirer dans l'exercice de leurs talents, elle n'est le siège que d'un petit nombre de sociétés coloniales, notablement moins importantes que celles qui sont établies à Bruxelles. Les installations scientifiques, collections et musées lui font défaut. Elle manque de personnel scientifique et, sous ce rapport, son niveau est inférieur à celui de villes moins importantes, telles que Gand, Liège ou Mons. »

La question du siège de l'École aurait donc normalement mérité les honneurs d'une discussion publique.

2^o Une autre question pouvait être posée : Il existait une école coloniale du Ministère des Colonies ; c'était même la seule école officielle existante au moment où la donation Hoover fut faite. Elle était purement professionnelle, pratique. Pourquoi n'a-t-on pas affecté la donation américaine à l'amélioration de cette école, qui émerge au budget métropolitain du Ministère des Colonies pour une centaine de mille francs par an ?

Elle comprend une section inférieure et une section supérieure.

La section inférieure prépare aux fonctions coloniales inférieures les jeunes gens qui ont le désir de prendre du service au Congo et dont, après enquête, la candidature a été agréée. Ces jeunes gens sont, en règle générale, porteurs d'un diplôme d'enseignement moyen.

La section supérieure accueille les porteurs de diplômes universitaires qui entrent d'emblée dans la carrière supérieure, ainsi que les agents du cadre inférieur les plus intelligents et les plus méritants qui, après un ou deux termes de services, au Congo, sont jugés aptes à passer, après une épreuve théorique sérieuse, dans le cadre supérieur.

On le voit, le but que se proposent les deux institutions est le même du moins pour la section supérieure.

L'objection, que les cours de l'école de Bruxelles ne durent que trois ou quatre mois et sont essentiellement pratiques et professionnels, ne résiste pas à l'examen.

Rien ne s'opposait à ce que cette institution se développât. La durée des cours pouvait être allongée au fur et à mesure que les nécessités du recrutement le permettaient. Les fonds américains auraient permis de développer le programme, d'améliorer le choix des professeurs et de mieux payer ceux-ci.

La sagesse aurait consisté à utiliser les fonds américains pour améliorer ce qui existait, plutôt qu'à créer, dans deux centres différents, deux institutions poursuivant le même but.

J'ai soulevé cette question de la centralisation et de l'unification de notre enseignement colonial, dans mon rapport sur le Budget métropolitain du Ministère des Colonies, pour 1922.

3° Une troisième question pouvait être posée :

Pourquoi admettre à l'École coloniale des jeunes gens sortant directement de l'enseignement moyen, au lieu de recruter les étudiants parmi les diplômés universitaires.

Pour montrer la portée de la question, il importe de considérer que la colonisation est un des arts les plus compliqués qui soient ; elle suppose une formation complète dans une branche donnée du savoir humain, un diplôme universitaire, plus un complément colonial. Vouloir former des spécialistes coloniaux, sans donner au préalable une formation universitaire générale, est une erreur.

L'erreur fut commise pour l'École coloniale d'Anvers.

Au lieu de recruter ses élèves parmi les candidats ou les docteurs d'une faculté universitaire, l'École coloniale supérieure d'Anvers les recrute parmi les jeunes gens sortant de l'enseignement moyen.

Résultat au point de vue du programme : l'École doit donner à ses étudiants une formation générale de deux ans environ, qui fait double emploi avec les cours universitaires et qui est inférieure à la formation des universités, parce qu'en deux ans on s'efforce de donner à ces jeunes gens une formation hybride qui comprend des cours de candidature en sciences et de candidature en philosophie et lettres.

Il est évident qu'au bout des deux premières années d'études l'étudiant de l'École coloniale d'Anvers n'a pas la formation d'un candidat en sciences, ni celles d'un candidat en philosophie et lettres.

Si l'École coloniale avait été conçue de façon à donner une préparation coloniale complète en deux ans, à des candidats de facultés universitaires ou à des étudiants universitaires ayant fait des études similaires, et en un an, ou même un semestre, à des diplômés universitaires, son rôle eût été beaucoup plus efficace ; la formation coloniale eût été beaucoup plus solide.

Au point de vue du recrutement des étudiants, cette solution eût été préférable.

La plupart des pères de famille raisonnent de cette façon-ci : au sortir des humanités, mon fils prendra un diplôme qui puisse lui servir aussi en Belgique. S'il ne prend qu'un diplôme colonial et qu'une raison de santé ou de famille l'empêche de se rendre dans la Colonie, à quoi lui servira le diplôme de l'École coloniale ?

A notre avis, c'est une erreur de vouloir recruter le personnel colonial supérieur, parmi des gens qui ont abordé les études coloniales au sortir des humanités. Le problème colonial est un des plus complexes; il importe de ne l'aborder qu'après avoir acquis un diplôme dans une de nos facultés universitaires : la spécialisation coloniale ne peut se greffer que sur une formation universitaire belge.

4^o Une quatrième question pouvait être soulevée :

Pourquoi soumettre les étudiants de l'École coloniale au régime de l'internat ?

La réponse officielle est connue : nous voulons que l'École coloniale forme le caractère des jeunes gens et leur donne notamment cet esprit de corps qui fait la valeur des coloniaux anglais.

On semble avoir oublié que les Anglais recrutent le personnel de leurs colonies parmi les diplômés universitaires.

Puis, croit-on qu'il soit encore possible de former le caractère d'un jeune homme de dix-huit ans ? Il peut être utile d'imposer à ce jeune homme une certaine discipline pour qu'il ne perde pas la formation déjà acquise, mais la discipline lui donnera rarement quelque chose qu'il n'avait pas acquis à cet âge.

Il est d'ailleurs fort discutable qu'il soit pratique de former par une discipline d'internat des gens qui sont appelés à vivre, isolés et abandonnés à eux-mêmes, au milieu de la brousse africaine. Ce n'est qu'au bout d'un ou de deux termes de services qu'on peut porter un jugement sérieux sur la valeur du caractère d'un administrateur colonial.

Nous craignons qu'on n'ait fort exagéré l'importance de la formation du caractère des coloniaux. Si l'on cherchait vraiment la formation du caractère, plutôt que la formation de l'esprit, il nous semble que c'est à la formation militaire ou à la formation purement religieuse qu'il faudrait recourir, plutôt qu'à une formation civile, neutre ou sceptique au point de vue religieux.

Une cinquième question méritait d'être élucidée : que coûterait la formation d'un administrateur territorial dans la nouvelle École coloniale ?

Le Ministère des Colonies n'a pas pu nous donner des chiffres à ce sujet.

Nous tâcherons d'établir ce coût avec une certaine approximation en utilisant les réponses faites à nos questions par le Département des Colonies.

Les locaux de l'École coloniale supérieure ont été construits de façon à pouvoir abriter des promotions de quarante étudiants. Prenons donc comme base de nos calculs l'hypothèse que chaque année quarante administrateurs territoriaux sortiront de l'école.

Dans cette hypothèse, on peut prévoir un budget annuel de 800,000 francs. Nous y ajoutons l'intérêt à 6 p. c. des capitaux dépensés pour les travaux de construction et nous évaluons ceux-ci à 3 millions ; évaluation très modérée, nous avons vu que les travaux ont coûté plus et nous ne tenons aucun compte du terrain.

Nous obtenons ainsi une dépense annuelle de 800,000 fr. + 180,000 fr. = 980,000 francs pour quarante administrateurs ; soit 24,500 francs comme coût total de la formation d'un administrateur.

Quelle serait la part qui revient à l'État dans cette dépense? Rappelons que les revenus du Fonds américain représentent environ 500,000 francs. La part de l'État serait donc de 980,000 fr. — 500,000 fr. = 480,000 par an, soit par administrateur : 12,000 francs.

Mais il faut faire une seconde hypothèse : celle de promotions beaucoup moins nombreuses.

En effet, le cadre des administrateurs territoriaux est limité par le nombre de territoires à administrer au Congo. Or, il n'y a que cent quatre-vingt territoires.

Si l'École supérieure d'Anvers fournissait chaque année quarante administrateurs, il y aurait au bout de très peu de temps surproduction. Il est nécessaire de faire cette constatation, parce que des renseignements donnés par le Ministre des Colonies même, il résulte qu'en ce moment déjà, le cadre des administrateurs est au complet.

Il est vrai qu'en réponse à la question n° 7, le Département des Colonies se déclare prêt à augmenter le nombre des administrateurs pour placer les candidats formés à l'École d'Anvers.

Il faudra assurément limiter à un nombre beaucoup plus modeste le maximum des étudiants de chaque promotion.

Supposons des promotions de dix étudiants.

Les intérêts des sommes déboursées pour la construction seront à répartir non plus sur quarante mais sur dix candidats sortants ; et nous obtiendrons pour cette partie des dépenses 18,000 francs au lieu de 4,500 francs.

Quant au budget du fonctionnement de l'École, admettons qu'il ne soit que de 600,000 francs au lieu de 800,000 francs.

Cela donne 600,000 : 10 ou 60,000 francs + 18,000 francs = 78,000 francs comme coût total, et 10,000 + 18,000 = 28,000 francs comme part d'intervention de l'État dans la formation d'un administrateur colonial.

Ces chiffres nous paraissent excessifs. Ils sont excessifs quand on les compare au traitement annuel initial d'un administrateur, qui est de 16,000 francs.

Ils paraissent surtout injustifiables, quand on les compare au coût de la formation spéciale donnée à l'École de la rue de Berlaimont à des officiers ou à des diplômés universitaires qui s'engagent pour la Colonie.

Calculons rapidement ce coût.

Depuis l'armistice, l'École coloniale du Ministère des Colonies a formé chaque année une cinquantaine d'administrateurs et de fonctionnaires supérieurs de la Colonie. Le budget de cette école est d'environ 100,000 fr. par an, dont il faut attribuer à peu près la moitié à la section inférieure et la moitié à la section supérieure.

Nous obtenons donc 1,000 francs par candidat formé.

Si nous ajoutons à ce chiffre les indemnités de séjour à Bruxelles, qui sont payées aux candidats, le chiffre monte de 1,000 à 2,200 francs.

La différence entre le coût de la formation d'un administrateur à l'École supérieure d'Anvers et le coût de cette formation pour les diplômés universitaires à l'École coloniale du Ministère des Colonies, est de nature à faire réfléchir, surtout que l'expérience n'a pas encore démontré si l'une formation est préférable à l'autre.

Toutes ces questions, qui auraient dû être soulevées lors de la création de l'École coloniale supérieure se posent d'une façon plus nette, depuis que l'École coloniale a pris le titre d'Université coloniale.

L'arrêté royal du 21 novembre 1923 réalisa une sorte de métamorphose. L'article 1^{er} dit que l'École coloniale supérieure prend le titre d'Université coloniale et l'article 2 stipule qu'elle ne sera que la première des trois facultés qui constituent l'Université.

Cette subtilité permet de faire bénéficier de la personnalité civile par un arrêté royal l'Université, alors qu'une loi n'avait accordé cette personnalité qu'à la faculté des sciences politiques et administratives, seule héritière en fait de l'ancienne École coloniale supérieure.

Cette remarque soulève une première question. Pourquoi n'a-t-on pas soumis cette question au pouvoir législatif ?

C'eût été conforme à nos traditions et à la déférence due aux Chambres législatives.

Chez nous, l'instruction publique, donnée aux frais du Trésor public, ne peut être organisée que par une loi. Les Universités de l'État sont créées et organisées par une loi.

L'Institut supérieur d'agriculture de Gembloux, celui de Gand, l'École vétérinaire doivent leur existence à une loi. Dernièrement, une loi est intervenue pour créer le diplôme de docteur-vétérinaire et une autre loi a consacré l'existence de l'École supérieure de commerce d'Anvers, qui avait été créée par un simple arrêté royal.

Je ne vais pas jusqu'à soutenir que l'arrêté royal, créant l'Université coloniale d'Anvers, soit illégal. Mais, si on avait eu recours à une loi, l'Université en aurait été rehaussée, et la valeur des diplômes conférés aurait été accrue.

Le Ministre des Colonies a prévu l'objection. Il termine son rapport au Roi par ces mots :

« Lorsqu'il s'agit de la Colonie, il est de principe que les questions d'enseignement sont réglées par le pouvoir exécutif ». Cela n'est vrai que pour autant qu'il s'agisse de l'enseignement au Congo ou de l'enseignement colonial en Belgique, payé par le Budget colonial. Mais cela n'est plus vrai lorsqu'il s'agit d'un établissement d'instruction coloniale fondé en Belgique et payé sur le Budget métropolitain. Un tel établissement se trouverait évidemment sous le régime des lois belges.

Si on a tenu à réaliser l'Université coloniale à Anvers par un simple arrêté royal, c'est qu'on a voulu nous mettre devant un fait accompli. On s'est défié du Parlement, parce qu'un débat public aurait risqué de faire crouler ces projets. Ce n'est d'ailleurs pas dans le seul domaine de l'enseignement qu'on peut observer, sous le prétexte de décentralisation, une certaine méfiance de l'Administration coloniale vis-à-vis des Chambres législatives. Je fais allusion à la constitution de la Sonatra, et de la Régie des mines de Kilo, au budget biennal de la Colonie et à l'aménagement des bâtiments du Département du Ministère des Colonies, etc.

Il aurait donc fallu recourir à la loi si on avait voulu créer à Anvers une véritable université, une université authentique. L'institution créée par l'arrêté royal n'est qu'une pseudo-université.

C'est que le mot université a acquis en Belgique un sens bien précis. L'université est une institution d'enseignement supérieur comprenant au moins les quatre facultés prévues par la loi du 15 juillet 1849 : faculté de philosophie et lettres, des sciences, du droit et de la médecine.

Outre ces quatre facultés, l'université comprend un certain nombre d'écoles spéciales, qui ne confèrent pas (à l'exception de la faculté technique) de diplômes légaux, mais des diplômes académiques et scientifiques, c'est-à-dire des diplômes qui ne donnent aucun droit en Belgique.

L'Université coloniale d'Anvers, n'est donc pas une université, au sens de la loi belge. Les diplômes qu'elle donnera ne conféreront aucun droit en Belgique.

Elle rentre dans la catégorie des écoles supérieures spéciales. C'est une école spéciale d'études coloniales supérieures.

Une distinction du même genre a été faite par M. Pécher, dans son rapport sur le projet de loi relatif à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers. Voici comment il s'exprime (Documents parlementaires : Chambres, n° 364, séance du 29 juin 1922) : « Tout en n'ambitionnant pas la dénomination, d'ailleurs impropre, d'Université commerciale qui figure dans les travaux préalables à sa création, il mérite tout au moins d'être rangé dans la catégorie des écoles spéciales d'enseignement supérieur » (p. 6).

Ce qui est dit ici très justement de l'Institut supérieur de Commerce, s'applique à fortiori à l'École coloniale supérieure.

On a essayé de justifier l'emploi abusif du mot « université » en invoquant l'exemple de l'Université du Travail de Charleroi.

Notre collègue, M. Dejace, a réfuté cet essai de justification par une boutade qui a fait rire les professeurs d'université réunis par facultés à la Semaine coloniale interuniversitaire : « A ce compte, il faudrait dire Université du Travail colonial ».

Pour justifier l'emploi du mot université, on a créé, dans le sein de l'institution, trois facultés : 1° la faculté des sciences politiques et administratives ; 2° la faculté des sciences naturelles ; 3° la faculté de médecine tropicale.

Mais le mot faculté lui-même est ici employé dans un sens impropre.

Dans la terminologie de l'enseignement supérieur belge, il n'y a que quatre facultés légales : celles de philosophie et lettres, de sciences, de droit et de médecine, créées par la loi de 1849. On pourrait y ajouter la faculté technique, créée à l'Université de Liège, par la loi du 30 juin 1893.

Chaque faculté comprend un cycle de cours qui conduisent l'étudiant aux grades légaux de candidat, licencié, docteur.

Examinons, à la lumière de ces renseignements, les trois facultés de l'Université coloniale.

La première est l'école coloniale supérieure actuelle. Elle ne pourrait pas conférer un diplôme de candidat ou de docteur en sciences politiques et sociales, qui serait l'équivalent des diplômes délivrés par les écoles des sciences politiques et sociales qui existent dans les Universités belges.

Dans ces conditions, le terme faculté convient moins que l'ancienne dénomination d'École coloniale supérieure.

La seconde faculté est celle des sciences naturelles. Le projet de cette faculté a été vivement critiqué à la Semaine coloniale interuniversitaire. Celle-ci a insisté pour que le projet ne se réalise pas, sans une consultation préalable des facultés de sciences qui existent dans les quatre Universités.

Si cette faculté était appelée à conférer des grades de candidat et de docteur en sciences naturelles, elle ferait double emploi avec les facultés universitaires. Et les facultés existantes sont largement suffisantes pour notre pays. Ces facultés sont loin d'être surpeuplées, surtout en doctorat.

Si telle n'est pas la destination de la faculté des sciences naturelles, qu'on supprime l'appellation qui doit fatalement créer des confusions.

S'il s'agit de permettre aux futurs fonctionnaires coloniaux de s'initier aux sciences naturelles, qu'on crée à l'École coloniale supérieure les cours nécessaires, fussent-ils facultatifs. Mais il existe déjà des cours de sciences dans cette école, dont le programme paraît d'ailleurs surchargé.

Est-il question d'assurer une situation en Belgique aux coloniaux pensionnés qui se seraient distingués au Congo par leurs recherches scientifiques ? Encore une fois, qu'on les attache soit à l'École coloniale supérieure, soit à l'École de médecine tropicale, soit au Musée, soit au laboratoire de recherches scientifiques de Tervueren ou qu'on les reconstruise pour un cours colonial soit dans une Université, soit dans une école commerciale

ou agricole supérieure. Mais il n'est pas justifié de créer à leur intention une faculté de sciences naturelles pour laquelle apparemment on a prévu des professeurs sans élèves.

Venons-en à la faculté de médecine tropicale. Tout le monde est d'accord pour dire que ce n'est pas une faculté de médecine. C'est une école supérieure de spécialisation médicale.

Mais ici se présente un problème plus grave, qui n'est plus une simple querelle de mots, c'est la question du transfert à Anvers de l'École de médecine tropicale qui fonctionne actuellement à Bruxelles et qui tient son existence administrative de l'arrêté royal du 30 septembre 1910. Son existence de fait remonte à une dizaine d'années plus haut. Les dépenses occasionnées par son fonctionnement ont figuré au budget colonial jusqu'en 1920; depuis cette date, elles figurent au budget métropolitain, pour une centaine de mille francs par an.

Cette école, qui jouit d'une réputation mondiale, deviendrait une faculté de l'Université coloniale d'Anvers; elle serait transférée à Anvers; créée par l'État et payée avec l'argent des contribuables belges, elle passerait sous l'autorité d'une personne civile et échapperait en fait au contrôle parlementaire.

Ce projet — qui jusqu'ici n'a *heureusement* pas reçu un commencement d'exécution — a produit en Belgique une grande émotion; émotion qui s'est traduite dans la presse, dans les sociétés coloniales, dans les milieux universitaires. La Semaine interuniversitaire, réunie à Bruxelles du 5 au 8 mai, a révélé une étonnante unanimité dans la critique.

Tous les arguments produits contre l'établissement de l'École coloniale supérieure d'Anvers, se reproduisent pour le transfert de l'École de médecine tropicale à Anvers.

L'affirmation qu'une École de médecine tropicale doit avoir son siège dans un port, a été formellement contredite par l'expérience de l'étranger et par la constatation que les malades qui viennent à la clinique de cette école sont des agents de l'État ou des agents des sociétés coloniales. Ces malades sont plus nombreux à Bruxelles qu'à Anvers.

Puis, a-t-on produit une seule critique contre le fonctionnement de cette école à Bruxelles? Non.

Sans doute, l'École peut et doit être perfectionnée; les crédits actuels sont insuffisants; les professeurs doivent être plus nombreux et mieux payés, mais, si on utilisait une petite partie de l'argent qu'on épargnera en ne faisant pas le transfert à Anvers, à améliorer l'école de médecine tropicale du Parc Duden, les coloniaux ne pourraient que s'en réjouir.

Le Trésor belge y trouverait aussi son compte. En effet, le transfert coûtera cher. Il faudra acheter un terrain; il faudra construire des bâtiments nouveaux et les dépenses générales augmenteront dans de fortes proportions.

On répond à cela: la ville d'Anvers interviendra pour le terrain. Soit; mais cette intervention — nous le savons par l'expérience de l'École coloniale supérieure — sera toujours peu élevée.

Puis, il y a le fonds Hoover, qui payera dorénavant les frais de l'École de médecine tropicale? Mais on perd de vue que les revenus de ce fonds sont déjà insuffisants pour l'école actuelle. Le budget belge devra donc fatalement payer, sous forme de subside à l'Université coloniale, toutes les dépenses de l'École de médecine tropicale transférée à Anvers... et le résultat le plus clair sera que le droit de contrôle des Chambres deviendra illusoire.

Nous croyons avoir démontré que l'arrêté royal du 21 novembre 1923, créant l'Université coloniale, se heurte à ces critiques très sérieuses; qu'il

allait engager la politique de notre enseignement colonial dans une voie très dangereuse.

Ce danger vient aussi de la tendance au monopole que cette création suppose.

Je sais bien que l'ancien Ministre des Colonies se défend énergiquement de vouloir monopoliser à Anvers la formation supérieure de nos coloniaux. Il s'en est défendu dans le rapport au Roi qui accompagnait l'arrêté royal du 21 novembre 1923. Mais, après avoir écrit « qu'aucun monopole n'est envisagé pour le nouvel institut », il ajoute des phrases peu claires et au fond desquelles perce l'idée du monopole. « L'accès à la carrière coloniale reste parfaitement ouvert aux universitaires passant par les grades légaux. Bien plus, *pour la plupart des techniques coloniales*, les quatre Universités conservent la préparation générale et leur action pourra s'exercer heureusement en orientant des sujets de choix vers la spécialisation, à laquelle l'université nouvelle se consacrera plus particulièrement. Comme le Conseil de perfectionnement l'a reconnu, il serait impossible à chacune de nos quatre Universités d'organiser cette préparation spécialisée ; dans tous les pays coloniaux, elle est confiée à un organisme indépendant. Les Universités de leur côté, rendront un service signalé au Congo en faisant dans l'ensemble de leur enseignement régulier une place aux préoccupations coloniales. De son côté, l'Université coloniale créera un lien permanent entre les préoccupations coloniales pures et le mouvement scientifique du pays. »

Qu'est-ce à dire ?

Nous avons lu attentivement le texte et nous ne pouvons le comprendre que de la manière suivante :

Le rôle des universités consistera à délivrer des diplômes légaux ou académiques, à faire dans tous les cours de la propagande coloniale, à envoyer à l'Université coloniale les diplômés qui y recevront leur complément de formation coloniale, qui y seront initiés aux différentes techniques spéciales : celles-ci ne pouvant être enseignées dans toutes les Universités, on concentrera (on monopolisera, en fait ?) cet enseignement à Anvers.

L'Université coloniale deviendrait donc une espèce de super-université.

C'est, sans doute, ainsi que ces phrases ont été comprises par les universitaires. De là, les protestations énergiques qui se sont produites à la Semaine coloniale interuniversitaire : les universités ont le droit d'organiser le même enseignement colonial que celui qui se donnera à Anvers ; ceux qui auront suivi les cours dans l'Université de leur choix doivent être dispensés des cours d'Anvers. C'est une question d'équivalence de diplômes, c'est une question de liberté d'enseignement, au sujet de laquelle nous demandons des déclarations formelles et précises.

Je conclus.

Que va faire le nouveau Ministre qui se trouve devant les projets que nous venons d'examiner et de critiquer.

Je suis convaincu qu'il tiendra compte de l'avis des coloniaux compétents et des universitaires.

Une solution serait de rapporter purement et simplement l'arrêté royal du 21 novembre 1923.

La solution serait assurément logique. Mais, d'autre part, elle laisserait subsister la situation qui a fait l'objet de mes premières critiques.

D'autre part, elle serait peut-être trop radicale. Le mot *université* a été lancé ; il a produit une certaine impression ; il a fait naître des espoirs, des ambitions ; sa suppression radicale produirait peut-être une désillusion trop forte.

Je ne voudrais pas m'obstiner sur une question de mots et insister pour que le terme « université coloniale » disparaisse.

Mais, si l'on conserve ce terme impropre, je tiendrais à ce que l'institution elle-même change d'organisation et d'orientation.

1° Je demande au Ministre qu'il décide le maintien de l'École de médecine tropicale à Bruxelles. Cette école continuerait à émerger au budget de l'État, sous l'administration directe du Ministre des Colonies.

Il est, en effet, assez extraordinaire d'entendre d'une part l'Administration coloniale proclamer l'importance primordiale de la formation du personnel colonial et, d'autre part, de voir cette administration s'abriter derrière une personne civile qui prendrait, en dehors de tout contrôle parlementaire, la direction et la responsabilité de cette formation.

Je voterai volontiers les crédits qu'on demandera pour améliorer le fonctionnement de cette école et la situation des professeurs.

2° Je demande au Ministre de renoncer à la faculté des sciences naturelles, dont l'utilité n'est pas démontrée. Elle fait double emploi avec les facultés similaires des Universités et avec les deux établissements scientifiques que la Colonie possède à Tervueren.

3° Je demande au Ministre de mettre à l'étude la réorganisation de l'École coloniale supérieure d'Anvers et sa fusion avec l'École de la rue de Berlaimont.

Cette fusion ne serait possible que si l'École coloniale supérieure était transférée à Tervueren?

Tervueren est le centre par excellence pour une école coloniale.

La fusion des deux écoles coloniales actuelles donnerait :

1° Une école coloniale d'enseignement colonial moyen, dont le programme serait à revoir ;

2° Une école coloniale supérieure dans laquelle ne figureraient plus les cours de formation générale et qui ne comprendrait que des cours coloniaux.

Cet enseignement ne serait accessible qu'aux étudiants qui ont acquis une candidature ou une licence équivalente : ceux-ci obtiendraient un diplôme colonial au bout de deux ans.

Les porteurs d'un diplôme universitaire complet, légal ou scientifique, pourraient obtenir le diplôme colonial complémentaire en un an ou en un semestre.

Dans cette section seraient admis également les agents coloniaux qui auraient au moins deux termes de services complets et qui seraient signalés comme dignes et capables de suivre cet enseignement.

Dans ma conception, l'Université coloniale deviendrait : l'ensemble des instituts scientifiques et des établissements d'enseignement colonial en Belgique. Elle comprendrait : les deux écoles coloniales actuelles, transférées à Tervueren, le musée et le laboratoire de Tervueren ; l'École de médecine tropicale. Les trois dernières institutions continueraient à dépendre directement du Ministère des Colonies ; la première, dépendrait du Conseil d'administration de la personne civile.

L'École de médecine tropicale resterait à Bruxelles.

* * *

Votre Commission a adopté le projet de loi par 4 voix contre 2.

Le Rapporteur,
R. LEYNIERS.

Le Président,
V. VOLCKAERT.

ANNEXES.

QUESTION N° 1.

L'article 28 du Budget colonial (recettes et dépenses) pour 1924-1925 prévoit une somme de 800,000 francs, comme fonds affecté à l'École de médecine tropicale.

Quel sera le mode de liquidation de cette somme?

S'agit-il d'un capital ou de rentes?

Y a-t-il un lien entre ce crédit de 800,000 francs et la somme de 1,500,000 francs, revenus de Niederfullbach, qui figure au budget colonial de 1923, article 2 (voies et moyens).

Dans l'affirmative, où peut-on trouver la différence entre le chiffre de 1923 et celui de 1924-1925?

RÉPONSE.

L'article 28 du budget des *recettes et des dépenses pour ordre du Congo belge*, de l'exercice 1924, reproduit un compte ouvert en 1919 pour l'objet qui le concerne. Il s'agit donc en l'espèce d'un compte d'ordre indiquant l'usage d'un « fonds spécial » créé en 1919 en exécution d'un arrangement conclu entre l'État belge et les administrateurs de la Fondation Niederfullbach, le 28 janvier 1911, duquel il résultait l'obligation pour l'État belge d'affecter une partie des fonds de la dite fondation à la création d'une œuvre portant le nom de Léopold II et intéressant le Congo, en vue de perpétuer le souvenir de l'Auguste Fondateur.

Cette obligation est passée définitivement dans le chef de la Colonie du Congo belge, comme charge de l'attribution à la Colonie des valeurs mobilières dépendant de la Fondation de Niederfullbach. La liquidation de cette fondation a été réalisée par les Ministres des Finances et des Colonies, spécialement autorisés à cette fin par la loi du 21 août 1921.

Le capital destiné à la création de l'œuvre fut de fr. 1,001,836-51 sur lequel 200,000 francs environ furent prélevés pour acquérir les immeubles affectés actuellement à la clinique Léopold II, chaussée d'Alseberg. Le solde fut versé au Trésor colonial pour la réalisation des buts proposés.

Telle est l'origine du compte d'ordre faisant l'objet de l'article 28 en question.

Les opérations sur comptes d'ordre, s'effectuent de la même manière que les opérations sur le budget d'après les règles établies pour la comptabilité de la Colonie.

Les comptes de gestion des exercices 1918 à 1923, non encore clôturés, feront apparaître les résultats des différentes opérations de recettes et dépenses des différents budgets.

Ces comptes seront déposés sur le bureau du Parlement conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi sur le Gouvernement du Congo belge.

Il n'y a aucun rapport entre l'article 28 du tableau V contenant le budget pour ordre et l'article 2 du tableau II de 1923 contenant les recettes extraordinaires présumées, de 1923.

QUESTION N° 2.

Il existe une clinique « Léopold II » dépendant de l'École de médecine tropicale.

Quelle est la forme de cette dépendance ?

Est-ce que la clinique jouit de la personnalité civile ou d'une autonomie financière ?

Qui arrête le budget de cet organisme ?

Quelle est la situation du personnel qui y est attaché ?

Les comptes de la clinique sont-ils vérifiés par la Cour des Comptes ?

Quelles ont été les dépenses et les recettes de la clinique pour l'exercice 1923 ?

Quel est le détail du budget pour 1924 ?

RÉPONSE.

La clinique Léopold II n'est pas dépendante de l'École de médecine tropicale ; elle n'est pas revêtue de la personnalité civile.

De par sa constitution, elle jouit de l'autonomie financière, en ce sens, qu'elle doit faire face à tous ses frais de fonctionnement au moyen des revenus du fonds de 809,000 francs, contractuellement affecté à sa constitution en suite de l'arrangement conclu avec les administrateurs de la fondation de Niederfullbach, conformément à ce qui est répondu aux paragraphes 1, 2 et 3 de la question précédente.

Les comptes de la clinique Léopold II sont remis au Ministre des Colonies qui les produira à la Cour des Comptes à l'appui du compte général de la Colonie.

Le personnel attaché à la clinique Léopold II est nommé à titre provisoire par le Ministre des Colonies.

Les recettes provenant des intérêts et arrérages du fonds placé se sont élevés en 1923 à fr. 39,888-37.

Les dépenses de l'établissement en 1923 à fr. 36,881-80, se ventilant comme suit :

Traitement du personnel	fr.	11,800	»
Mobilier et entretien de la clinique		3,902	45
Entretien des malades et frais généraux divers		11,179	35
		<hr/>	
	Fr.	36,881	80

Pour 1924, les recettes correspondant à celles de 1923 sont évaluées à 40,000 francs.

Les dépenses prévues comme suit :

Traitements et indemnités du personnel	fr.	11,800	»
Matériel et mobilier		2,000	»
Alimentation, frais des soins donnés aux malades hospitalisés et frais généraux de fonctionnement de la clinique		25,200	»
		<hr/>	
	Fr.	39,000	»

QUESTION N° 3.

D'après le bilan publié en annexe au *Moniteur* du 1^{er} juillet 1923, les dépenses ordinaires de l'École coloniale supérieure d'Anvers ont été de fr. 261,482-05 pour l'année 1922.

Combien d'élèves y avait-il à cette époque?

Pourquoi publie-t-on les comptes au 31 décembre et non au 1^{er} octobre ? En publiant les comptes au 1^{er} octobre, on aurait l'avantage de pouvoir chiffrer par élève le montant des dépenses d'une année scolaire.

RÉPONSE.

L'École coloniale supérieure, devenue l'Université coloniale (Faculté des sciences politiques et administratives), a été dotée de la personnification civile par la loi du 8 mars 1920 qui dispose que l'École est représentée par son conseil d'administration. En exécution de cette loi, l'arrêté royal du 12 mai 1920 a organisé le fonctionnement de cette personne juridique et prévu qu'elle est administrée par un conseil d'administration qui dispose des pouvoirs les plus étendus pour faire « tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent l'Université ».

Le Ministre des Colonies a un haut contrôle sur l'institution.

Comme personne juridique, l'Université coloniale possède son patrimoine propre, complètement indépendant de l'actif de la Colonie, qu'elle administre elle-même par son conseil d'administration et par son comité financier créé par l'arrêté royal du 21 septembre 1919.

Ce patrimoine est constitué par un don de 10 millions de francs du « Relief Fonds » dont l'acceptation a été autorisée par l'arrêté royal du 21 septembre 1919.

L'Université coloniale a donc une autonomie financière complète et fait face jusqu'ici à l'aide de ses revenus personnels à ses frais de fonctionnement.

La Colonie s'est bornée à fournir les fonds nécessaires à la construction et à l'appropriation de l'immeuble dans lequel est installée l'Université, bâtiments érigés sur un terrain donné par la ville d'Anvers.

L'arrêté royal du 15 mars 1920 prévoit la publication des comptes de l'Université coloniale ; ceux-ci comprennent toutes les opérations en recettes et en dépenses effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année, comme les présentent tous les budgets des Universités de l'État. C'est la conséquence de la loi sur la comptabilité publique.

En 1922, il y a eu une moyenne de 32 élèves.

*
* *

QUESTION N° 4.

M. le Ministre voudrait-il communiquer le détail de la somme de fr. 169,176-51, qui représente les traitements et indemnités du personnel de l'École coloniale supérieure d'Anvers, pendant l'année 1922 (d'après l'annexe au *Moniteur* du 1^{er} juillet 1923).

Quel est le barème du traitement des professeurs, chargés de cours et conférenciers ?

Quel est le nombre de ceux-ci ?

Quels sont les chiffres correspondants pour l'année 1923 et quels chiffres sont prévus pour l'année 1924 ?

RÉPONSE.

Le chiffre des dépenses de fr. 169,176-51 comprend toutes les rétributions payées par l'École coloniale, sur ses ressources personnelles, aux directeur, professeurs, chargés de cours, au personnel administratif et domestique. Ce chiffre est extrait de la situation des comptes de l'École coloniale telle qu'elle a été arrêtée par son Conseil d'administration responsable.

Le Département ne possède pas la décomposition de ce chiffre.

D'après les renseignements fournis par le Conseil d'administration de l'École, il comprend :

Le traitement du directeur : 25,000 francs ;

Le traitement de deux professeurs ordinaires de l'École, s'élevant à 15,000 francs chacun ;

Le traitement de douze chargés de cours, variant de 2,000 à 6,000 francs, suivant le nombre d'heures de cours données.

Le barème de traitement est sujet à revision.

La situation du personnel est mise en parallèle pour 1922, 1923 et 1924, dans le tableau ci-dessous :

	1922	1923	Probable pour 1924
Directeur.	—	—	—
Professeurs ordinaires	1	1	1
Chargés de cours	2	2	3
	12	12	17

Il existe, en outre, des chargés de cours manuels, rétribués à l'heure, et des conférenciers occasionnels rétribués à l'aide d'un jeton.

*
* *

QUESTION N° 5.

Quel est le coût des bâtiments provisoires de l'École coloniale supérieur d'Anvers ?

Qu'ont coûté les bâtiments définitifs ?

Quelle a été la part de la ville d'Anvers dans ces dépenses ?

RÉPONSE.

1° Le coût des bâtiments provisoires (« bungalows ») s'est élevé à fr. 292,792-78, dont il faut déduire la valeur de revente des bungalows, qui fera retour à la Colonie (43,000 francs).

2° Les bâtiments définitifs ont coûté au Trésor colonial, jusqu'à la date du 24 mai 1924, fr. 3,019,679-11.

3° La Ville d'Anvers n'est pas intervenue dans les dépenses précitées. Elle a fait don de 1,000,000 de francs comme suit :

a) Don de deux hectares de terrain à 40 francs le mètre carré	fr.	800,000
b) Le solde, ou 200,000 francs, a servi à acquérir un demi hectare de terrain supplémentaire.		200,000
	Total. . . fr.	1,000,000

*
* *

QUESTION N° 6.

Quelles seraient les dépenses :

a) D'acquisition de terrain ;

b) De construction,

qu'entraînerait le transfert de l'École de médecine tropicale à Anvers ?

RÉPONSE.

L'Administration ne possède pas les renseignements demandés, pour la raison qu'il n'existe ni plans, ni devis des constructions projetées et que, jusqu'à présent, aucun projet n'a été soumis à l'architecte.

La question du transfert éventuel de l'École de médecine tropicale à Anvers est toujours à l'examen.

* * *

QUESTION N° 7.

Quelles seront les dépenses ordinaires de l'École coloniale supérieure d'Anvers en 1924-1925, en tablant sur quarante (40) élèves par promotion ?

Les bâtiments définitifs ont-ils été construits de façon à pouvoir admettre 80 élèves internes ?

Le Ministre a-t-il l'intention de fixer à 40 le nombre des élèves à admettre par promotion ?

Quelle est la situation actuelle du cadre territorial de la Colonie ?

Ce cadre, permet-il d'utiliser par an quarante diplômés de l'École coloniale supérieure ?

Que coûterait la formation d'un administrateur territorial a) en supposant des promotions de quarante étudiants, b) en supposant des promotions de quinze étudiants et en tenant compte dans ce calcul du budget ordinaire et du budget extraordinaire ?

RÉPONSE.

Le Département ne possède pas les renseignements relatifs au premier paragraphe de la question. Ils sont demandés à la direction de l'Université coloniale et seront transmis dès leur réception.

Les bâtiments définitifs ont été construits de manière à pouvoir admettre quatre-vingts élèves internes.

Le nombre d'élèves à admettre pour la prochaine promotion (1924-1925) a été fixé à vingt.

Le cadre du service territorial est, en ce moment, au complet, d'après les chiffres organiques. Mais, les départs divers (fin de carrière, démission, etc.) permettront sans nul doute d'utiliser les éléments sortant de l'Université coloniale progressivement. En outre, il entre dans mes intentions d'augmenter, d'après nos ressources budgétaires, le nombre d'administrateurs territoriaux.

L'effectif de la promotion sortant en 1924 (promotion général Leman) sera de quinze unités.

Il n'est pas possible de répondre d'une manière précise à la question portant sur le coût de la formation d'un administrateur territorial.

Tant que l'Université coloniale payera ses dépenses sur ses ressources personnelles, la formation des administrateurs coloniaux ne coûtera aux budgets coloniaux que la charge d'intérêts et d'amortissement des capitaux consacrés à la construction de l'Université.

*
* *

QUESTION N° 8.

Quel serait le budget annuel de l'Université coloniale, y compris les frais d'amortissement des bâtiments, si l'École de médecine tropicale était transférée à Anvers et si la faculté des sciences naturelles prévue par l'arrêté royal du 21 novembre 1923 était organisée à Anvers.

Des réductions de crédits au budget métropolitain ou colonial du ministère des Colonies résulteraient-elles de cette organisation?

Lesquelles?

RÉPONSE.

Les frais de fonctionnement annuels de l'Université coloniale sont indépendants des budgets métropolitains ou coloniaux.

Les frais de fonctionnement de l'École de médecine tropicale sont prévus annuellement, sous cette rubrique, au budget métropolitain.

Ce dernier comprend également sous la rubrique du Musée de Tervueren les frais de fonctionnement des services scientifiques dont une partie pourrait être utilisée en commun par le Musée et par l'Université coloniale.

D'une façon générale, les frais de fonctionnement des nouvelles facultés correspondraient **vraisemblablement** aux frais actuellement supportés par le budget métropolitain pour ces mêmes sections scientifiques. Il n'en résultera donc pas une diminution de dépenses pour le budget métropolitain.

*
* *

QUESTION N° 9.

L'article 27 des recettes et dépenses du budget colonial pour 1924-1925 porte pour mémoire : Fonds constitué en vue du perfectionnement de l'enseignement colonial.

De quelles prévisions s'agit-il ?

D'autre part, au budget métropolitain apparaît depuis 1922 (art. 15-16) pour mémoire, l'École coloniale supérieure. De quelles prévisions de dépenses s'agit-il ?

Pourquoi met-on au budget colonial certaines dépenses de l'École d'Anvers et d'autres au budget métropolitain ?

RÉPONSE.

Il s'agit non d'un crédit, mais de la reproduction d'un ancien compte pour ordre, *un fonds de tiers*, se rapportant au patrimoine de l'École et

devenu sans objet depuis que l'Université coloniale a obtenu la personnification civile.

Il n'y a pas de crédit ni de prévisions de dépenses de l'École coloniale supérieure au budget métropolitain. Il s'agit d'un simple rappel au budget que l'École coloniale supérieure pourvoit elle-même à ses dépenses, conformément à la remarque portée dans la colonne « observations » du développement du budget métropolitain.

Les budgets coloniaux ne contiennent aucune autre dépense de l'École coloniale supérieure que celles destinées à la construction et l'appropriation de l'immeuble dans lequel fonctionne l'institution et dont le terrain a été donné par la Ville d'Anvers.

Il n'y a jamais eu de dépenses prévues pour cette institution au budget métropolitain.